



Monsieur le Président,

Force Ouvrière s'est longuement exprimée lors du Comité Technique des DDI du 6 septembre dernier sur le rapport CAP 2022,

Les préfets de région sont appelés à faire leurs courses d'ici mi-octobre parmi des orientations très en phase avec le rapport « CAP 2022 » (suppressions de missions, service public à géométrie très variable), outils permettant de viser au « tout le monde en préfecture » ;

Nous mettons en exergue ici la responsabilité de l'État employeur en matière de **prévention des risques psychosociaux**, ou plutôt son irresponsabilité dans le traitement des risques primaires en lançant aujourd'hui un nouveau cycle de restructurations, soit en moyenne un tous les 3 ans depuis 2007.

- Halte aux chantiers de démolition de missions et d'emplois publics !
- Halte à la banalisation de l'identité professionnelle et des compétences des fonctionnaires !
- Halte à la dégradation de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations !
- Halte aux passages en force continus de l'administration et du gouvernement...

Dans le même temps, vous nous proposez, aujourd'hui, Monsieur le Président, de participer à un nouveau groupe de travail sur « les modalités de conduite du changement au sein des DDI »

Pour FO nul besoin de réunir un groupe de travail, il faut juste respecter les prérogatives des instances.

Car voilà bien l'exemple d'un dossier, Monsieur le Président, qui devrait être présenté au CT.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, FO ne participera pas à ce nouveau groupe de travail.

Cependant, nous vous exprimons nos inquiétudes quant à l'impact de cette nouvelle réforme sur la santé des agents.

Inquiétude exacerbée par le manque de médecins de prévention dans les directions.

En 2017, ce sont 4000 agents sans couverture par la médecine de prévention.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Un autre exemple du désintérêt de l'administration envers ses agents :

Cet été durant les épisodes de fortes chaleurs ou de canicule, les Inspecteurs du Permis de Conduire et de la Sécurité Routière ont été soumis à la même programmation de travail qu'habituellement, alors qu'ils sont particulièrement exposés aux aléas climatiques lors des examens.

A notre connaissance, un certain nombre de DDI ont fait bénéficier à leurs agents de mesures particulières pour limiter la pénibilité liée aux températures extrêmes, ce dont nous nous réjouissons.

FO revendique la mise en place de moyens et une organisation adaptés à l'ensemble des agents des DDI y compris les IPCSR.

Autant de sujets normalement abordés en CHSCT DDI et CHSCT locaux, qui ne le seraient peut-être plus demain avec la fusion annoncée des instances CT et CHSCT.

Instances, soulignons-le ici, aux compétences différentes comme le dispose les textes,

Pour FO, le bon traitement des questions de la qualité du dialogue social et de la prévention des risques psychosociaux, notamment, rend indispensable le maintien des CHSCT.

**INSTANCES MENACÉES
AGENTS FATIGUÉS, EN BURN OUT, HARCELÉS
LA FRANCE SERAIT-ELLE DERNIÈRE DE CORDÉE ...
EN SANTÉ AU TRAVAIL ?**